

Et si Berne payait tous les salaires?

RELANCE Maintenant qu'elle a trouvé une solution pour les entreprises, la Suisse devrait-elle soutenir directement les ménages? «Le Temps» vous présente huit propositions plus ou moins iconoclastes

SÉBASTIEN RUCHE
ET EMMANUEL GARESSUS, ZÜRICH
@sebruch et @garessus

Face à la crise provoquée par le coronavirus, la Confédération a déployé 42 milliards de francs pour soutenir les entreprises et les travailleurs indépendants. En plus de mesures en faveur de l'économie, d'autres pays ont mis en place des aides aux individus, la plus spectaculaire étant «l'hélicoptère money», accepté vendredi par le Congrès américain. On estime que 80% des adultes américains recevront 1200 dollars (1150 francs) au maximum, assortis d'un forfait de 500 dollars par enfant. Une telle stratégie serait-elle possible en Suisse? D'autres moyens de soutenir les ménages sont-ils envisageables? Tour d'horizon des propositions – parfois iconoclastes – qui ont émergé ces derniers jours

La Suisse a les moyens d'aider les individus. La plupart des interlocuteurs interrogés pour cet article sont d'accord sur ce point. La Confédération a enregistré des excédents budgétaires ces trois dernières années, sa dette est limitée à 40% du produit intérieur brut (PIB) (contre plus de 100% en France ou en Espagne) et elle bénéficie des taux d'intérêt négatifs (qui font qu'elle gagne de l'argent en s'endettant). Reste à savoir comment mobiliser cette puissance publique.

1 • BERNE PAIE LES SALAIRES

La Confédération paierait les salaires de tous les travailleurs du pays, pendant trois mois, dans le cadre d'un paquet de 200 milliards de francs (environ 30% du PIB) pour soutenir l'économie. C'est l'une des propositions de Michel Demaré et Arturo Bris, respectivement président du conseil d'admini-

nistration et professeur à l'IMD. «En pratique, pendant le creux de la demande, les entreprises continueraient à faire travailler les employés dont elles ont besoin; les autres resteraient techniquement employés mais sans travailler», détaillent les deux hommes.

Les entreprises auraient plus de chances de survivre et un retour à l'activité serait plus rapide que si les employés passaient par la case chômage, selon eux. Les indépendants et les entrepreneurs seraient eux aussi concernés par cette mesure qui garantirait un salaire minimum, indépendamment d'une éventuelle indemnité chômage.

Les montants individuels ne devraient pas dépasser 4300 francs par mois, soit deux tiers du salaire moyen brut, suggèrent Michel Demaré et Arturo Bris. Le coût de cette mesure ne dépasserait pas 20 milliards de francs par mois, selon eux, et serait financée par un endettement de la Confédération, jusqu'à 60% du PIB suisse.

2 • UTILISER LES BÉNÉFICES DE LA BNS

Sergio Rossi est également favorable au paiement des salaires grâce à de l'argent public. Mais pour le professeur d'économie à l'Université de Fribourg, ce soutien devrait être financé par les bénéfices de la Banque nationale. Sur les 49 milliards de francs de bénéfice de la BNS en 2019, «30 milliards pourraient être transmis aux ménages, cela enverrait le signal que le pouvoir politique agit, l'effet psychologique serait fort».

Surtout, estime Sergio Rossi, cette mesure permettrait de «soutenir le pouvoir d'achat et de créer de la demande, qui est l'élément clé de la crise actuelle». Le chercheur

préconise également d'investir dans la transition écologique, les transports, la formation ou de soutenir le système de prévoyance et la santé. Grâce à l'endettement public, vu la bonne santé des finances de la Confédération.

Quant aux résistances à l'augmentation de la dette – on pense au mécanisme de frein à l'endettement –, «on oublie souvent que face à une dette, on détient un actif, une infrastructure, du patrimoine pour

l'Etat qui profite à tout le monde», conclut-il.

3 • AJOURNER LES PRIMES D'ASSURANCE MALADIE

Les paiements de primes d'assurance maladie devraient pouvoir être suspendus, sur demande, de trois à six mois, sans frais, estime Pierre Bessard, directeur de l'Institut Libéral. Selon lui, il importera ensuite de concentrer l'assurance maladie sur les grands risques pour réduire de moitié les primes.

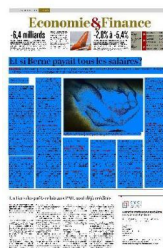
4 • AJOURNEMENT FISCAL

Pierre Bessard propose également que «les paiements d'acomptes ou des soldes d'impôts devraient pouvoir être différés sans intérêt, sur demande, jusqu'à la fin de l'année pour permettre de faire face aux difficultés de liquidité des ménages, poursuit Pierre Bessard.

Dans ce cas, les acomptes déjà versés en 2020 seraient ristournés avec un nouveau délai de paiement au 31 décembre.»

5 • FAVORISER LA SOLIDARITÉ PRIVÉE

Enfin, le directeur de l'Institut Libéral préconise de «rendre déductibles à 300% les dons aux organisations de bienfaisance de



façon illimitée ainsi que les dons entre privés ou parents jusqu'à concurrence de 20 000 francs».

6 • REVOIR LES CRITÈRES SUR LES TAUX HYPOTHÉCAIRES

Dans leurs calculs, les banques utilisent un taux d'intérêt théorique de 5% sur les détenteurs (actuels ou futurs) d'hypothèques et non pas des taux du marché (environ 1% à 10 ans) afin de s'assurer de la capacité financière du client. Par ailleurs, le total des frais ne doit pas dépasser le tiers du revenu du ménage.

Selon plusieurs experts de l'immobilier et de la prévoyance, «ces dispositions pourraient être allégées pour éviter un krach immobilier ou une vague de paupérisation qui pénaliserait aussi bien les banques que les assurances ou les caisses de pension. L'idée d'une suspension de l'amortissement des hypothèques pour les privés pourrait aussi être étudiée.»

7 • EXPÉRIMENTER UN REVENU UNIVERSEL

Cette période d'incertitude pourrait être l'occasion d'expérimenter

un revenu inconditionnel, financé par de la création monétaire, qui viserait en priorité les salariés privés d'emploi et les indépendants subissant une chute de leur activité, avance Solène Morvant-Roux, professeure d'économie à l'Université de Genève. «Cette distribution de revenu pourrait se faire sous forme de carte prépayée pouvant être débitée au fur et à mesure des dépenses de base. L'enjeu est de préserver l'anonymat comme les billets de banque tout en ciblant certaines dépenses. Les montants crédités auraient une durée de vie limitée, pour éviter que cette aide soit théorisée.»

Ce serait aussi un premier pas vers des «financements conditionnels, qui soutiendraient des activités ayant une utilité sociale ou environnementale, qui créent des emplois et du lien social localement dans la lignée du Revenu de Transition écologique expérimenté par Sophie Swaton de l'Unil», poursuit la chercheuse.

8 • AMÉLIORER LES DISPOSITIFS EXISTANTS

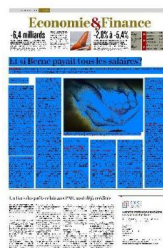
Plutôt que de mettre en place de nouvelles mesures, on pourrait déjà améliorer certains dispositifs existants, pour aider «ceux qui passent entre les mailles du filet», relève Giuliano Bonoli, professeur de politique sociale à l'IDHEAP: «Ceux qui arrivaient à joindre les deux bouts en enchaînant les petits boulots, en travaillant de manière intermittente, n'y parviendront probablement plus et il est probable qu'ils n'auront pas accès au chômage partiel. En Suisse, l'aide sociale, qui est le filet de dernier recours, est assez performante, mais aussi complexe et reposant sur des exigences étendues. Dans le contexte actuel, ces dernières pourraient peut-être être levées ou simplifiées.» Surtout, poursuit le chercheur, ces mécanismes de soutien devraient être rendus «plus réactifs, plus rapides, et moins stigmatisants».

A Genève, l'Hospice général a enregistré 454 nouvelles demandes d'aide financière entre le 18 et le 27 mars, soit davantage que durant un mois en temps normal. Plus d'un quart provenaient d'indépendants. Parmi ces derniers, 90% était chauffeurs de taxi. ■

LE TEMPS

Le Temps
1002 Lausanne
058 269 29 00
<https://www.letemps.ch/>

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 33'508
Parution: 6x/semaine



Page: 11
Surface: 67'514 mm²



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

Ordre: 1094772
N° de thème: 377.116
Référence: 76813511
Coupage Page: 3/3



La Confédération doit-elle soutenir les ménages suisses? Peu endettée, elle en aurait les moyens, avancent nos interlocuteurs, qui lancent le débat sur la forme que pourrait prendre ce soutien public. (GAËTAN BALLY/KEYSTONE)